



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77 547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 23/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LOGICOR (SHINE) MITRY SNC

170 Boulevard HAUSSMANN
75008 Paris

Références : E/25-*JCFW*
Code AIOT : 0006507283

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/06/2025 dans l'établissement LOGICOR (SHINE) MITRY SNC implanté 12 rue Saint Exupéry ZAC du Parc 77 290 Compans. L'inspection a été annoncée le 07/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est organisée dans le cadre du récolement de l'arrêté de mise en demeure n°2024/DRIEAT/UD77/110 du 30 juillet 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LOGICOR (SHINE) MITRY SNC
- 12 rue Saint Exupéry ZAC du Parc 77 290 Compans
- Code AIOT : 0006507283
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les activités de l'entrepôt sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 03 DAI 2 IC 256 du 24 juillet 2003, au titre des rubriques 1510 et 1530. Du fait de l'évolution de la nomenclature des installations classées, les activités du site relèvent désormais du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510 (entrepôt).

Le site dispose d'une chaufferie, classée à la rubrique 2910-A-2, accordée le 25 juin 2020 au bénéfice des droits acquis, et de locaux de charge, classés à la rubrique 2925-1.

L'entrepôt accueille trois locataires :

- la société IRON MOUNTAIN (cellules 1 et 2), pour un stockage de papier,
- la société NOVAIR (cellule 3), pour un stockage de matériels et équipements médicaux destinés à la fabrication d'oxygène, depuis novembre 2022,
- la société MC CORMICK LOGISTICS SERVICES (cellule 4), pour un stockage d'épices DUCROS, depuis septembre 2020.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ♦ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

En dehors des points de contrôle détaillés ci-après, il a été constaté lors de la visite du site que le carnet de chaufferie ne faisait pas état du contrôle annuel réalisé, selon les déclarations de l'exploitant, en mars 2025, au moment de la mise à l'arrêt de la chaudière. Le dernier contrôle enregistré était celui de mars 2024.

L'exploitant s'est engagé à tenir à jour le carnet de chaufferie disponible sur le site.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Sécurité incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 12	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 24/07/2003, article 3.V.71.4	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Évacuation des personnes	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 14	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 23	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Stockage de matières susceptibles de créer une pollution du sol ou des eaux	Arrêté Préfectoral du 24/07/2003, article 3.I.71.1	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
10	Modification des installations	Arrêté Préfectoral du 24/07/2003, article 2.1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
11	Ateliers de charge d'accumulateurs	Arrêté Préfectoral du 24/07/2003, article 5.1	/	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	État des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.4.I	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
2	Eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 24/07/2003, article 3.I.3.2 et 3.I.3.3	/	Sans objet
6	Sécurité incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 22	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
7	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.6.1	/	Sans objet
12	Système d'extinction automatique d'incendie	AP de Mise en Demeure du 30/07/2024, article 1 ^{er}	/	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les justificatifs transmis, ainsi que les contrôles visuels réalisés sur site lors de la visite d'inspection, permettent de justifier de l'adéquation du système de sprinklage aux produits et modes de stockage en place. Ainsi, la société LOGICOR SHINE a satisfait aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2024/DRIAT/UD77/110 du 30 juillet 2024.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées a constaté la mise en place d'une zone de charge dans la cellule 4 non autorisée par l'arrêté préfectoral n° 03 DAI 2 IC 256 du 24 juillet 2003 complété, sans que cette modification des installations n'ait été portée à la connaissance du Préfet.

L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées un porter à connaissance relatif à cette modification. Il doit également justifier à l'inspection des installations classées, dans un délai de 1 mois, de la mise en œuvre des mesures de sécurité nécessaires pour contenir le risque d'explosion dans la configuration actuelle de l'atelier de charge de la cellule 4, et transmettre un plan d'action comprenant un échéancier pour assurer le respect pérenne des prescriptions applicables à la configuration autorisée des locaux de charge sur le site.

En cas d'absence de réponse de la part de l'exploitant dans le délai imparti, une mise en demeure à l'encontre de la société LOGICOR SHINE sera proposée à l'autorité préfectorale.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.4.I
Thème(s) : Risques accidentels, Matières stockées
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 30/05/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 30/09/2024
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement</p>

susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.
 Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.
 Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.
 L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.
 [...]

Constats :

La société LOGICOR SHINE présente le jour de la visite un état des stocks agrégé et détaillé par cellule des tonnages de produits combustibles classés au titre de la rubrique 1510, daté du 03/06/2025. Ce document est complété d'un plan de masse du site indiquant l'implantation respective des 4 cellules.

L'exploitant explique que cette édition est actualisée via l'alimentation d'une plate-forme en ligne par les locataires, et qu'elle est accessible en consultation par un QR Code spécifique.

La version 3 du plan de défense incendie (cf fiche de constat n°8), transmise par courriel au SDIS77 le 11/06/2025 et aux services de l'inspection le 12/06/2025 comprend bien en p.29 ce QR Code, fonctionnel.

L'exploitant indique qu'une réflexion est en cours pour l'afficher également sur le site.

L'exploitant précise que chaque locataire dispose d'un accès individuel qui lui permet d'actualiser son état des stocks simplifié de manière hebdomadaire, et que des alertes sont adressées automatiquement en cas de non-respect de la périodicité de mise à jour, avec report d'information à LOGICOR SHINE.

Les 3 représentants des locataires IRON MOUNTAIN, NOVAIR et MC CORMICK rencontrés lors de la visite des cellules confirment avoir été formés à l'actualisation de l'état de leurs stocks entre fin avril et mi-mai 2025. Chacun des locataires dispose par ailleurs du plan d'organisation des cellules qu'il occupe ; ces plans sont également intégrés au Plan de Défense Incendie (cf constat n°8).

La mention de la date d'actualisation des stocks pour chacun des locataires au niveau de l'édition agrégée permettrait aux services de l'inspection et aux services de secours de s'assurer du respect de la fréquence de mise à jour hebdomadaire.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2003, article 3.1.3.2 et 3.1.3.3

Thème(s) : Risques accidentels, Isolement du site

Prescription contrôlée :

3.1.3.2 – Isolement du site

Les réseaux de collecte de l'établissement sont équipés d'obturateur de façon à maintenir toute pollution accidentelle sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et

<p>actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p> <p>3.1.3.3 – Eaux d'extinction d'incendie</p> <p>Toutes mesures sont prises pour qu'en cas d'écoulement de matières dangereuses, notamment du fait de leur entraînement par les eaux d'extinction, celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts ou des cours d'eaux. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose d'une vanne de barrage à fermeture automatique, asservie au système d'extinction automatique, permettant de confiner les eaux d'extinction d'un incendie sur le site. Cette vanne, située à l'entrée du site, et signalée par un panneau, peut également être manœuvrée manuellement si besoin.</p> <p>L'exploitant présente le jour de la visite un support de formation au fonctionnement et à la manœuvre de la vanne martellière, ainsi qu'une feuille d'émargement attestant de la présence à cette formation de respectivement 5, 4 et 2 membres du personnel des locataires NOVAIR, MC CORMICK et IRON MOUNTAIN.</p> <p>Le test de la vanne d'isolement a été réalisé à l'occasion de cette formation, par le même prestataire.</p> <p>Les consignes associées à la vérification de la position de la vanne et à sa manœuvre sont présentées au chapitre 5.3 de la version 3 du Plan de Défense Incendie du site (cf constat n°8), transmise par courriel au SDIS77 le 11/06/2025 et aux services de l'inspection le 12/06/2025.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Sécurité incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 12
Thème(s) : Risques accidentels, Détection automatique d'incendie
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 30/05/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 30/09/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site.</p> <p>Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ</p>

d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.

Constats :

L'exploitant dispose d'un système de détection d'incendie qui couvre l'ensemble des locaux de l'entrepôt, assuré entre autres par le réseau de sprinklage conforme au référentiel NFPA, et par le réseau de détection de fumée par aspiration en cellules 1 et 2 (stockage de papier), comme prescrit spécifiquement par l'article 3.V.71.2 de l'arrêté préfectoral n°03 DAI 2 IC 256 du 24 juillet 2003. L'exploitant présente le jour de la visite une version du Plan de Défense Incendie datée d'octobre 2024 qui décrit les séquences d'appel en heures ouvrées et non ouvrées, applicable à l'ensemble du personnel du site. Un unique prestataire est chargé de la levée de doute en heures non ouvrées, et ce pour l'ensemble du site.

Un document du prestataire de l'exploitant en charge de l'installation et du contrôle du système d'alarme incendie, daté du 2 juin 2025, et transmis à l'inspection par courriel le 5 juin 2025, atteste de la mise en service du système pour l'ensemble des cellules et bureaux du site, de la réussite des tests d'audibilité, et du bon fonctionnement des équipements.

L'exploitant indique qu'un test du plan de défense incendie pour l'ensemble du personnel du site est en cours de planification, avec le concours d'un bureau d'étude, pour le mois de septembre 2025. À cette occasion, l'exploitant prévoit, entre autres, de vérifier que les séquences d'appel définies dans le Plan de Défense Incendie sont bien connues de l'ensemble des locataires.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La société LOGICOR SHINE doit justifier que les 3 locataires sont formés à l'application des dispositions prévues dans le Plan de Défense Incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2003, article 3.V.71.4

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des moyens d'extinction

Prescription contrôlée :

3.V.71.3 Défense extérieure

[...]

La défense extérieure contre l'incendie est assurée au minimum par 2 poteaux d'incendie.

3.V.71.4 Ressource en eau et mousse

L'exploitant assure la défense intérieure contre l'incendie au moyen :

– de 3 poteaux incendie, le débit total sur les 5 poteaux devra être de 300 m³/h pendant 2 heures.

La quantité d'eau nécessaire devra être distribuée par deux hydrants situés à moins de 100 mètres des entrées de chacune des cellules du bâtiment et distants entre de 150 mètres maximum et trois autres situés dans un rayon de 400 mètres. Cette distance doit être mesurée en suivant les voies accessibles aux véhicules de secours.

– d'un réseau d'extinction automatique à eau pulvérisée de type ESFR conforme aux normes NFPA

<p>(complétée par de la mousse pour les liquides inflammables) alimenté par une réserve de 400 m³. L'installation est complétée par des nappes intermédiaires dans la cellule 3 dans tous les racks, quatre niveaux ont été mis en place.</p> <p>L'installation est également complétée par un réseau supplémentaire sous la mezzanine de la cellule 4,</p> <ul style="list-style-type: none"> – de robinets d'incendie armés, utilisables même en période de gel, de DN 40 mm sur tambour à alimentation axiale conformes aux normes NF S 61.201 et 62.201 placés près des accès et de façon que tout point des locaux puisse être atteint par le croisement de deux jets de lance. Les canalisations et compteurs doivent avoir un diamètre suffisant pour que, compte-tenu des pertes de charge dynamiques créées dans les tuyauteries, on puisse utiliser simultanément les deux robinets d'incendie armés les plus défavorisés dans les conditions normales de pression, – d'extincteurs à eau pulvérisée d'une capacité de 6 litres judicieusement répartis à l'intérieur des locaux à raison d'un appareil pour 200 m². – d'extincteurs appropriés aux risques particuliers. <p>Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.</p> <p>Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente.</p>
<p>Constats :</p> <p>Des extincteurs et des RIA sont présents et répartis dans les 4 cellules.</p> <p>Lors de la visite de site, l'inspection des installations classées a constaté que les accès aux extincteurs et RIA étaient dégagés dans les 4 cellules, et que le marquage au sol de la cellule 3 était respecté.</p> <p>L'exploitant présente le dernier rapport de contrôle de débit/pression en simultané des 3 poteaux incendie situés en domaine privé, réalisé le 27/11/2024, conforme, avec un débit de 180 m³/h pour une pression dynamique de 2,9 bars ; des échanges de courriels visant à disposer des derniers contrôles de débit/pression des 2 poteaux incendie implantés en domaine public sont transmis à l'inspection par courriel le 5 juin 2025.</p> <p>Ces éléments ne permettent pas de justifier du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 20/07/2003, qui indiquent un dimensionnement des besoins en eau d'extinction dans la configuration initiale du dossier d'autorisation de 300 m³/h pendant 2 h, à assurer par 2 PI en DECI et 3 PI en DEICI.</p> <p>En ce qui concerne le contrôle des systèmes d'extinction automatique (sprinklage), il convient de se référer au point de contrôle n°12 du présent rapport.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La société LOGICOR SHINE doit justifier que les moyens en eau d'extinction disponibles par les poteaux d'incendie du site et à proximité du site correspondent bien au dimensionnement des besoins prescrit par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Évacuation des personnes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 14
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité des personnes
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 30/05/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 30/09/2024
Prescription contrôlée : [...] Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.
Constats : L'exploitant indique que le test du plan de défense incendie prévu en septembre 2025 prévoit un enregistrement du test d'évacuation de l'ensemble du personnel du site. Le locataire IRON MOUNTAIN déclare réaliser les exercices d'évacuation de son personnel, au titre du Code du travail, semestriellement, et présente le compte rendu du dernier exercice réalisé le 02 juin 2025. Lors de la visite, l'inspection a constaté que dans la cellule 3 louée par NOVAIR, la barre anti-panique d'une issue de secours, qui était cassée lors du passage de l'inspection le 30 mai 2024, a bien été réparée. Dans les 4 cellules, l'inspection a constaté que les accès aux issues de secours étaient dégagés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La société LOGICOR SHINE doit indiquer la date du prochain exercice d'évacuation réalisé simultanément par les 3 locataires et transmettre le compte-rendu de cet exercice.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Sécurité incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 22
Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance des installations
Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 30/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 30/09/2024

Prescription contrôlée :

L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.

[...]

Constats :

Les vérifications périodiques des RIA, du système de sprinklage, et des poteaux incendie sont réalisés par l'exploitant LOGICOR SHINE.

L'exploitant a transmis à l'inspection par courriel, le jour de la visite :

- le compte rendu de vérification annuel des RIA établi à la suite de l'intervention du 14/11/2024, qui signale un système en état de fonctionnement complet,
- les fiches d'intervention relatives à la vérification du 23/01/2025 des systèmes de désenfumage de l'ensemble de l'établissement, qui concluent à un bon fonctionnement du système et ne mentionnent pas d'observation,
- le compte rendu de la vérification annuelle des 3 poteaux incendie du site, conforme.

L'exploitant a présenté le jour de la visite le compte-rendu de la vérification périodique du système de sprinklage de l'établissement, réalisée le 02/04/2025. Celui-ci conclut que la vérification n'a pas été faite partiellement, que le système est hydrauliquement apte, et qu'il n'y a pas de remarque susceptible de mettre en échec le système.

L'exploitant indique que la non-conformité majeure relevée dans ce compte-rendu (défaut de démarrage en automatique du groupe motopompe B2) a fait l'objet d'une levée de réserve. Le bon d'intervention du 20/05/2025, transmis à l'inspection par courriel le 5 juin 2025, conclut à une installation en service à la suite du dépannage réalisé, après des tests de démarrage en modes manuel et automatique.

Lors de la visite de site, l'enregistrement du test de fonctionnement hebdomadaire de 20 min du système est bien présent dans le local sprinklage, renseigné, et ne notifie pas d'observation pour l'année 2025. La plaque apposée sur la réserve d'eau du système de sprinklage indique une capacité de 430 m³.

Les contrôles des extincteurs sont à la charge de chaque locataire. L'exploitant transmet le jour de la visite :

- pour le locataire IRON MOUNTAIN : le procès verbal d'intervention du contrôle réalisé le 16/02/2024 qui signale 50 extincteurs de plus de 10 ans, à déclasser/ 219 appareils recensés. Par courrier du 12/06/25, puis par courriel du 23/06/25, l'exploitant a transmis le procès verbal d'intervention du 11/02/2025, qui signalait 3 extincteurs à renouveler sur les 219 appareils du parc, ainsi que le bon d'intervention du 4/03/25 correspondant au changement de ces 3 appareils ;

– pour le locataire NOVAIR : le rapport du contrôle du 30/01/2024 qui ne comporte pas d'observation. Par courrier du 12 juin 2025, l'exploitant a transmis le rapport de vérification effectué le 16/01/2025, accompagné d'un devis du 17/01/2025 signé pour le renouvellement de 3 extincteurs endommagés ;

– pour le locataire MC CORMICK : le rapport d'intervention du contrôle du 18/06/2024 qui n'indique aucune anomalie.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.6.1

Thème(s) : Risques accidentels, Eau

Prescription contrôlée :

[...]

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

« Ces plans sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours en cas de sinistre et sont annexés au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe. »

Constats :

L'exploitant ne dispose pas le jour de la visite d'inspection de plan des réseaux du site.

Par courriel du 12 juin 2025, l'exploitant transmet à l'inspection le « plan des réseaux divers » du 30/10/2001.

Il annexe ce plan au chapitre 6.2 du Plan de Défense Incendie du site, dans sa dernière version v3 (cf constat n°8), transmis par courriel au SDIS77 le 11/06/2025 et aux services de l'inspection le 12/06/2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 23

Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 30/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 30/09/2024

Prescription contrôlée :

Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.

L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.

Le plan de défense incendie comprend :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;
- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;
- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;
- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;
- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;
- les mesures particulières prévues au point 22.

Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.

Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.

Constats :

L'exploitant présente le jour de la visite d'inspection une version du Plan de Défense Incendie d'octobre 2024, qui indique bien l'occupation du site par les 3 locataires actuels. Cette version du PDI n'a pas été communiquée ni aux services de l'inspection, ni aux services de secours.

Une version 3 du Plan de Défense Incendie du site, mise à jour en juin 2025, est transmise par courriel au SDIS77 le 11/06/2025 et aux services de l'inspection le 12/06/2025.

Cette dernière version comprend certains éléments manquants dans la version précédente du document consulté le jour de la visite :

- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection pour les 4 locataires,
 - une mise à jour du plan d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu, intégrant la représentation des murs coupe-feu des locaux de charge.
- Toutefois, les murs coupe-feu associés au poste de transformation et à la chaufferie n'y figurent pas. L'exploitant doit mettre à jour le plan sur ce volet, ou/et confirmer le degré coupe-feu de ces murs.
- les plans des réseaux (cf constat n°7) ; la version du plan des réseaux annexée est cependant peu lisible, et ne permet pas d'identifier le réseau de collecte des eaux pluviales, les accessoires de réseau, etc,
 - les plans des locaux présentant une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ;

Lors de la visite du site, l'inspection constate que les zones à risque d'explosion sont bien signalées (chaufferie, locaux de charge), mais elles n'apparaissent pas sur le plan de zonage des risques annexé à la version d'avril 2024 du Plan de Défense Incendie communiquée à l'inspection. L'exploitant doit mettre à jour le plan sur ce volet.

Comme indiqué dans les fiches de constat 3 et 5, l'exploitant explique qu'un test du plan de défense incendie pour l'ensemble du personnel du site est en cours de planification avec un bureau d'étude pour le mois de septembre 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La société LOGICOR SHINE doit :

- mettre à jour le Plan de Défense Incendie (PDI) de l'entrepôt, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule,
- transmettre le nouveau PDI à l'inspection des installations classées et aux services d'incendie et de secours,
- transmettre la version actualisée du PDI à ses 3 locataires et justifier de leur formation à ce PDI,
- indiquer la date prévue pour l'exercice de mise en œuvre du PDI, réalisé simultanément avec les 3 locataires, et transmettre le compte-rendu de cet exercice.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Stockage de matières susceptibles de créer une pollution du sol ou des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2003, article 3.I.7.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">– 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;– 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">– dans le cas des liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,– dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,– dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l. [...]
Constats : Lors de la visite d'inspection du 30 mai 2024, une partie des liquides dangereux (lubrifiants, huiles) était stockée sans rétention chez le locataire NOVAIR. Lors de la visite d'inspection du 3 juin 2025, l'inspection constate la mise en place de bacs de rétention sur une partie des huiles stockées chez ce même locataire. Toutefois, une partie importante des fûts d'huile est toujours stockée sans rétention, sur palettes. L'exploitant adresse à l'inspection par courriel du 5 juin 2025 un devis et une commande de 15 bacs de rétention supplémentaires, dimensionnés chacun pour 2 fûts de 200 litres d'huile.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La société LOGICOR SHINE doit justifier que l'ensemble des produits liquides dangereux (lubrifiants, huiles) entreposés dans la cellule du locataire NOVAIR est stocké sur des bacs de rétention.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Modification des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2003, article 2.1
Thème(s) : Situation administrative, Modification des installations
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à

leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Constats :

Lors de la visite, l'inspection constate qu'une zone dédiée à la charge des batteries des engins de manutention est implantée dans la cellule 4, occupée par le locataire MC CORMICK. Le locataire explique qu'il dispose à la date de la visite d'un parc de batteries en partie au plomb en partie au lithium, qu'il projette de renouveler d'ici la fin de l'année 2025 par un parc de batteries Lithium.

Par courriel du 5 juin 2025, l'exploitant transmet à l'inspection un inventaire des types et puissances des chargeurs en place en cellule 4, à savoir 27 chargeurs dont 15 dédiés aux batteries Lithium pour une puissance de 28,4 kW et 12 aux batteries Plomb pour une puissance de 14,8 kW. Le courriel mentionne qu'un appel d'offre est en cours pour renouveler les batteries Plomb par des batteries Lithium.

Or l'implantation de cette zone de charge, ainsi que les modifications en cours, alors que ces activités relèvent de la rubrique 2925-1 'Ateliers de charge d'accumulateurs électriques, lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW', et 2925-2 'Ateliers de charge d'accumulateurs électriques, lorsque la charge ne produit pas d'hydrogène, la puissance maximale de courant utilisable pour cette opération ⁽¹⁾ étant supérieure à 600 kW [...] n'ont pas été portées à la connaissance du Préfet de Seine-et-Marne.

Par ailleurs, l'exploitant n'était pas en mesure, le jour de la visite, de transmettre un état des lieux des types de batteries utilisées et des puissances concernées pour chacun des locaux de charge de ses locataires.

L'exploitant indique également le jour de la visite qu'il est prévu d'aménager une zone de repos extérieure, devant l'accès aux cellules 3 et 4.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit porter à la connaissance du Préfet les modifications relatives à ses installations ou ses activités, conformément aux dispositions de l'article L.181-14 du Code de l'Environnement.

Le positionnement ICPE de l'établissement doit être confirmé à l'inspection des installations classées vis-à-vis des rubriques 2925-1 et 2925-2, en précisant, par zone de charge, les technologies de batteries et les puissances concernées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Ateliers de charge d'accumulateurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2003, article 5.1

Thème(s) : Risques accidentels, Aménagement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les ateliers sont séparés de l'entrepôt par un mur coupe-feu de degré 2 heures équipé d'une porte coulissante coupe-feu 1 heure. Il existe au moins une porte ouvrant vers une issue de secours.</p> <p>Le local est très largement ventilé par la partie supérieure de manière à éviter toute accumulation de mélange gazeux détonant dans ce local. La ventilation naturelle est renforcée par une ventilation mécanique.</p> <p>Le rejet à l'atmosphère se fait par un conduit incombustible, débouchant à l'air libre en un lieu éloigné de toute source d'ignition et tel que la dispersion d'un mélange gazeux soit assurée en toutes circonstances sans gêne ou incommodité pour le voisinage. Les conduits de ventilation sont munis de clapets coupe-feu à la séparation entre les cellules, restituant le degré coupe-feu de la paroi séparée.</p> <p>Le sol de l'atelier est imperméable et présente une pente convenable pour l'écoulement des eaux de manière à éviter toute stagnation. Les murs sont recouverts d'un enduit étanche sur une hauteur de 1 mètre au moins à partir du sol.</p> <p>Le sol des zones de charge est recouvert d'une peinture anti-acide et matérialisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du site, l'inspection constate que la zone dédiée à la charge des engins de manutention implantée dans la cellule 4 du locataire MC CORMICK est une zone ouverte à l'angle nord-est de la cellule et que les batteries utilisées peuvent générer une atmosphère explosive. Le risque de formation d'une atmosphère explosive est par ailleurs signalé par une affiche murale, au-dessus des chargeurs.</p> <p>Une non-conformité relative à ce même constat a déjà été notifiée à l'exploitant dans le rapport de visite d'inspection E/21-1192 du 18 juin 2021.</p> <p>L'organisation de cette zone de charge, actuelle et envisagée, n'est pas autorisée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit justifier à l'inspection des installations classées de la mise en œuvre des mesures de sécurité nécessaires pour contenir le risque d'explosion dans la configuration actuelle de l'atelier de charge de la cellule 4, et transmettre un plan d'action comprenant un échéancier pour assurer le respect pérenne des prescriptions applicables à la configuration autorisée des locaux de charge sur le site.</p> <p>En cas d'absence de réponse de la part de l'exploitant dans le délai imparti et étant donné la présence d'une zone de charge dans une configuration non autorisée en cellule 4 ayant déjà été constatée par les services de l'inspection en mai 2021, l'inspection des installations classées proposera à Monsieur le Préfet de mettre en demeure la société LOGICOR SHINE de respecter l'article 5.1 « Aménagement des locaux de charge des accumulateurs » de l'arrêté Préfectoral du 24/07/2003.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Système d'extinction automatique d'incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/07/2024, article 1 ^{er}
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité du système de sprinklage
Prescription contrôlée : Article 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 : [...] – le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe. [...]
Constats : Les cellules sont toutes équipées d'un système de sprinklage. Lors d'une précédente visite d'inspection le 18 juin 2021, compte tenu des changements de locataires, de nature des produits stockés et de l'organisation des stockages, la société LOGICOR SHINE devait justifier la conformité du système d'extinction automatique d'incendie au type de produit stocké (justificatif fourni par un organisme reconnu). Ce justificatif n'a pas été transmis, et la visite d'inspection du 30 mai 2024 n'a pas permis de lever cette non-conformité. Sur proposition de l'inspection, le préfet de Seine et Marne a mis en demeure l'exploitant, par arrêté préfectoral n°2024/DRIEAT/UD77/110 du 30 juillet 2024, de transmettre ce justificatif. Lors de la visite d'inspection du 3 juin 2025, l'exploitant présente le rapport de contrôle semestriel du système de sprinklage daté du 2 avril 2025, qui indique qu'il n'y a pas de remarque susceptible de mettre en échec le système. L'exploitant déclare que l'adéquation entre l'organisation du stockage, la nature des produits stockés et le système de sprinklage en place est pris en compte par le prestataire chargé du contrôle semestriel pour établir la conclusion de son rapport. Il présente pour compléter le rapport de contrôle d'un autre site qui relève l'inadéquation entre le système de sprinklage et l'organisation du stockage, concluant à un risque de mise en échec qui mentionne ce point. Il transmet le 5 juin 2025 à l'inspection un échange de courriel avec le prestataire en charge du contrôle semestriel qui indique qu'à la suite du contrôle du 2 avril 2025, « [...] aucune non-conformité n'apparaît concernant le stockage présent dans les cellules. De ce fait, il n'y a aucun risque d'échec. » indiqué dans le rapport de contrôle précité. Compte tenu de ces éléments, la mise en demeure est levée.
Type de suites proposées : Levée de mise en demeure